PARIS
14 Rond-Point des Champs-Elysées
Edition de Lyon
RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 12, rue de la Charité, 12 (2e)
Téléphone : FRANKLIN 54-14 et 54-15

Le Gaulois

LE FIGARO

DIRECTEUR : Pierre BRISSON

LOUÉ PAR CEUX-CI, BLAMÉ PAR CEUX-LA, ME MOQUANT DES SOTS, BRAVANT LES MÉCHANTS, JE ME PRESSE DE RIRE DE TOUT... DE PEUR D'ÊTRE OBLIGÉ D'EN PLEURER...
BEAUMARCHAIS.

1 franc

VENDREDI 7 AOUT 1942
N° 188 — 117e ANNÉE

En page 3, LE FIGARO " ACTUALITÉS "

UNE PIPE,
UNE PIPE DE LUXE
S'ACHÈTE CHEZ
LOUIS VUITTON DE PARIS
VICHY — 23, Rue du Mal-Pétain
NICE — 2, Jardin Albert-Ier

RETRO NEWS

CHRONIQUE

EXAMEN DE CONSCIENCE

par André SIEGFRIED

LA France, récemment, a perdu sur tous les tableaux et elle se demande avec anxiété pourquoi ? Il lui semble avoir perdu toutes ses qualités anciennes ; ou bien, quand elle les possède encore, elles lui paraissent sans valeur, inutilisables dans un monde dont l'équipement n'est plus celui d'autrefois. Pourquoi n'avons-nous pas eu, au moment voulu, l'armée qu'il eût fallu avoir ? Pourquoi n'avons-nous pas su construire l'aviation militaire qui nous a si cruellement, si totalement fait défaut ? Pourquoi, ayant commencé toutes les politiques, n'avons - nous réussi à en pratiquer sérieusement aucune ? Nous nous considérions volontiers comme le peuple le plus intelligent de la terre, et maintenant nous en doutons. Nous doutons même de l'intelligence, ce qui, pour les Français, est bien la crise la plus grave qu'ils puissent traverser, puisqu'ils jouaient à fond la carte de l'intelligence.

Je crois qu'au fond nous conservons nos qualités, comme nos défauts : les mêmes depuis les Gaulois ; mais les qualités ne sont rien, si on ne sait s'en servir et il ne suffit pas de voir juste, si l'on ne fait rien. Dans un examen de conscience, il faut s'accuser, mais s'accuser au bon endroit, sans se dissimuler que les plus beaux dons de l'esprit ne sont pas nécessairement ceux qui procurent la victoire. J'ai lu un jour quelque part ce jugement en diptyque : les Latins sont réalistes et sceptiques, les Nordiques sont mystiques et pratiques. Il y a là matière à réflexion.

Ce n'est pas en effet par manque de réalisme que nous avons péché. Si l'on reprenait les polémiques, les discussions, les conversations des vingt dernières années, on verrait qu'il y a toujours eu, à un moment donné, des Français clairvoyants qui voyaient l'Europe telle qu'elle était, telle qu'elle allait devenir. Il se peut que ces Cassandres ne fussent pas écoutés, ils n'en existaient pas moins. C'est dans d'autres pays qu'on raisonnait conformément à une psychologie que l'expérience la plus primaire eût dû prouver inopérante et dangereuse : le mystique voyait moins juste que le sceptique. Il faut savoir choisir les qualités qu'on estime essentielles : celle qui consiste, par un emploi éprouvé de l'intelligence, à voir froidement ce qui est, sans passion et avec l'unique souci de l'objectivité, appartient au trésor national.

Peut-être que le vice est ailleurs. Dans nos récentes catastrophes militaires, il s'est trouvé, et même en très haut lieu, des gens qui voyaient juste, concluaient bien, et ne faisaient rien. La chose paraît invraisemblable, et cependant nous savons qu'elle est vraie. En cherchant les causes de cette carence, on découvre des parties malades de l'organisme français.

C'est, d'ordinaire, le fait des gens âgés de voir ce qu'il faut faire et de ne pas le faire : on ne passe pas du raisonnement à l'acte, soit par manque de vitalité, soit parce qu'on finit par s'intéresser au raisonnement lui-même plus qu'à l'acte. Ce n'est pas nécessairement vieillesse, ce peut être excès de raffinement. Une chose fréquente dans la vie, c'est qu'au bout d'un certain temps le moyen devient le but et même qu'on perd de vue le but lui-même. Reconnaissons - nous dans semblable portrait, qui s'appliquerait bien davantage encore à ce peuple si excessivement raffiné qu'est le Chinois. Ce qui est en défaut chez le Français, ce n'est pas l'intelligence, ni même le jugement, mais la place excessive qu'il attribue aux opérations de l'esprit. Quand il a pensé, analysé et même conclu, il croit qu'il a tout fait. La curiosité d'observer, la satisfaction d'avoir raisonné lui suffisent. Une autre perversion — nous ne l'inventons pas — est celle du fonctionnaire qui, ayant échoué, se satisfait d'expliquer élégamment et fortement, dans un rapport, pourquoi il n'a pas réussi. Si nous en sommes là par vieillesse, c'est grave, mais si c'est simplement par raffinement intellectuel, le mal est guérissable : il s'agira, non de supprimer l'intelligence mais de la remettre à sa place ou plutôt de raisonner avec l'intelligence dans le domaine de l'intelligence, puis d'agir conformément aux règles de l'action dans le domaine de l'action. L'action a ses règles propres, qui contredisent éventuellement celles de l'esprit rationnel, et c'est pourquoi les gens pratiques ne sont pas toujours réalistes, car il y a un pessimisme de la réalité qui décourage l'action. Certains ont réussi qui s'étaient engagés comme des fous : ils n'eussent pas abouti sans cela.

C'est donc fort bien d'être réaliste, mais il faut encore être concret et avoir assez de tempérament pour vouloir et soutenir l'effort. En 1914, nous avons eu cette volonté, qui paraît avoir, au moins partiellement, manqué en 1940. Mais il faut se demander où est la cause exacte de cette déficience. Peut-être souffrons-nous encore d'hémorragies qui se sont révélées excessives pour un pays de notre taille : celle des guerres de l'Empire, celle d'il y a vingt-cinq ans ? Peut-être aussi n'avons-nous pas su ce que nous voulions, le vice n'étant alors, ni dans d'intelligence, ni dans la volonté, mais dans le choix du but. Il vaudrait la peine de faire à cet égard un sérieux examen de conscience.

La conduite des gens paraît souvent folle, ou même simplement bête. On la comprend mieux en se demandant ce qu'ils ont exactement voulu ; or, ce qu'ils voulaient, ce n'était généralement pas ce qu'ils disaient. Si le but de la France avait été exclusivement de maintenir sa position nationale, en Europe et dans le monde, nous y aurions peut-être et même sans doute réussi. Mais nous voulions, chacun de nous respectivement, bien d'autres choses et la hiérarchie des buts, si on la faisait impartialement, révélerait d'étonnantes, d'inavouables préoccupations. C'était un lieu commun, dans mon enfance, de dire « France d'abord » : devant cela tout devait s'incliner. Depuis 1918, nous n'avons plus connu cette position du problème : le parti, la conception sociale, le groupement (envers lequel on se sentait des devoirs plus étroits, plus spontanés qu'envers le pays) passaient d'abord. Il y avait des gens pour estimer plus important d'être ou de n'être pas de tel ou tel parti que d'être français. Voilà une crise du patriotisme qui ne vient peut-être pas d'un manque d'intelligence, mais d'une capacité excessive de poser les problèmes avec lucidité. Avant de pouvoir agir sérieusement, d'un point de vue national, ne faudrait-il pas que les Français se mettent d'accord sur un but commun. Je ne serais plus alors pessimiste : le reste viendrait ensuite.

André SIEGFRIED.

DEMAIN :

CELTUS

Le Canada va envoyer du blé à la Grèce

Stockholm, 6 août. — Cinq bateaux suédois frétés par la Croix-Rouge Suédoise ont quitté Gœteborg à destination du Canada où ils chargeront des cargaisons de blé destiné à la Grèce.

Trois autres bateaux suédois qui se trouvent déjà à Montréal se joindront à ce convoi qui a reçu les sauf-conduits des belligérants.

SUR LE FRONT DE L'EST

LES TROUPES ALLEMANDES ONT FRANCHI LE KOUBAN
après avoir occupé Kropotkine

Entre la Sal et le Don des avant-gardes cuirassées des forces du Reich progressent vers le nord-est

Berlin, 6 août. — Du Quartier Général du Führer, le haut commandement des forces armées communique :

A l'est de la mer d'Azov, les divisions allemandes et roumaines s'approchent sur un large front de la ligne de chemin de fer Yeisk-Tichorek. L'ennemi n'oppose plus qu'une résistance sporadique. La ville de Kropotkine, important nœud de communications ferroviaires sur le Kouban, a été prise d'assaut par un détachement des S. S. en armes, après des combats acharnés. Les troupes du Reich ont donc maintenant atteint le fleuve sur une largeur de plus de 100 kilomètres.

Au nord d'Armavir, les troupes allemandes ont réussi à établir des têtes de pont sur la rive occidentale du Kouban. Plusieurs colonnes ennemies ont été coupées de leurs bases par l'avance rapide des unités motorisées et ont été anéanties.

L'aviation du Reich a attaqué sans répit l'ennemi en retraite vers le Caucase. Des trains de transport ont été bombardés avec succès. Deux trains blindés et 24 trains de transport ont été détruits par des avions de bombardement en piqué.

Des vedettes rapides italiennes ont coulé dans la mer Noire un croiseur soviétique de 6.500 tonnes.

Entre la Sal et le Don, des formations d'avions de combat et de destruction frayent le chemin aux avant-gardes cuirassées qui avancent vers le nord - est.

Dans la grande boucle du Don, les troupes soviétiques ont effectué le 4 de vaines attaques avec de faibles forces.

Dans la région de Rjev, les troupes soviétiques ont étendu à d'autres secteurs du front leurs attaques effectuées par d'importantes forces d'infanterie et de chars. Des combats violents sont en cours. Au nord de la ville, toutes les attaques de diversion ennemies ont échoué devant la volonté de résistance de nos troupes et la coopération exemplaire de toutes les armes.

Sur le front du Volkhov et devant Leningrad, plusieurs attaques soviétiques appuyées par un violent tir d'artillerie ont échoué.

Poussée vers Armavir

Frontière soviétique, 6 août. — Les forces allemandes qui avaient pris Vorochilovsk avant-hier ont continué à progresser rapidement au cours des dernières 24 heures et ont dès maintenant dépassé Kourtchevskoie, qui ne se trouve qu'à une soixantaine de kilomètres du bassin industriel de Piatigorsk. Quant à celles qui avaient occupé le grand centre industriel de Kropotkine, elles remontent la vallée du fleuve Kouban et ont maintenant pour objectif la ville d'Armavir.

On apprend qu'entre Vorochilovsk et Armavir, la vallée du Kouban a été atteinte sur un front de 60 kilomètres environ et que la ligne de chemin de fer Touapse-Armavir-Georgievsk se trouve désormais à portée de l'artillerie allemande.

Au sud des marais de la rivière Manytch et en dépit de la résistance soviétique, les troupes alliées ont atteint le point terminus de la ligne Kropotkine-Diynoie et poussent en direction du sud où elles s'efforcent de s'aligner sur le cours inférieur de la rivière Kalaous. Plus au nord et dans le secteur compris entre la rivière Manytch et l'extrême méridional de la vallée du Don, des combats acharnés sont actuellement en cours. Parties de Katelnikovo et Ilginka en direction de la ligne de chemin de fer Stalingrad-Krasnodar, les attaques allemandes ont réussi à déboucher en direction du sud-est et à faire une brèche assez large dans le dispositif soviétique.

Selon des informations non encore confirmées, des éléments légers allemands auraient atteint dans l'après-midi d'hier la rivière Kara Sal, affluent du Sal. Dans le secteur de la mer d'Azov, le port de Yeisk est maintenant encerclé par les troupes allemandes et, au sud de la rivière Yeys, les éléments de pointe allemands ont atteint Novonninskaia, située sur la ligne de chemin de fer Yeisk-Krasnodar.

Aux dernières nouvelles, les unités de la Wehrmacht, qui il y a quelques jours avaient occupé Kouchtchevskaia, ont dépassé Ekaterinovskaia, tandis que de violents combats se déroulent au sud-ouest de Tikhorietskaya.

(SUITE PAGE 2, COL. 5)

Le 2e Régiment d'Infanterie Coloniale défile à Vichy devant le Chef de l'Etat

(Téléphone « Figaro »

Vichy, 6 août.— Le bataillon du 2e régiment d'infanterie Coloniale qui a relevé à Vichy le 150e d'infanterie, a assuré ce matin pour la première fois la garde qu'il montera désormais.

Selon l'usage, le bataillon s'est rendu au monument aux morts, puis il a défilé devant l'Hôte) du Parc, sur le perron duquel se tenait le Maréchal Pétain. Une foule nombreuse a acclamé les soldats.

La situation aux Indes

Le Comité d'Etudes du Congrès demande le retrait de la puissance britannique

Londres, 6 août. — On mande de Bombay à l'agence Reuter :

Le Comité d'études du Congrès a adopté un projet de résolution demandant le retrait de la puissance britannique pour permettre à l'Inde de se joindre aux nations unies et de combattre les agresseurs.

Après avoir souligné la nécessité de la liberté pour tous les peuples d'Asie le projet de résolution accepté aujourd'hui par le comité d'études du Congrès déclare :

« Une Inde libre sera disposée à se joindre à une fédération mondiale qui doit maintenant et pour la durée de la guerre s'allier aux nations unies. »

La résolution envisage un gouvernement fédéral pour toute l'Inde avec un maximum d'autonomie pour les provinces. Elle lance un « appel de la dernière minute » à l'Angleterre et aux nations unies pour qu'elles acceptent la demande du Congrès mais indique qu'elle obtiendra par la force l'exécution de sa demande si l'attitude du gouvernement britannique le rendait nécessaire. Dans ce cas le Congrès serait prêt à lancer un mouvement de masse sous la conduite de Gandhi.

Une déclaration de Sir Stafford Cripps

Londres, 6 août. — Sir Stafford Cripps a fait hier une déclaration sur les derniers développements de la situation aux Indes. L'homme d'Etat, après avoir rappelé que le mahatma Gandhi avait demandé au gouvernement de Grande-Bretagne de se retirer des Indes et de laisser le peuple indien régler son sort lui-même, a précisé que le gouvernement britannique s'était engagé à donner à l'Inde un gouvernement dès la fin des hostilités.

« **Les menaces**, a déclaré sir Stafford Cripps, **les violentes déclarations ne peuvent résoudre le problème. Elles ne peuvent qu'échauffer les esprits et inévitablement provoquer un choc de forces** ». Il a souligné ensuite que le cabos voulu par Gandhi affecterait d'une manière vitale la conduite de la guerre contre les puissances de l'Axe. « **C'est après avoir considéré cela**, a dit et terminant l'homme d'Etat britannique, **que nous avons reconnu l'impossibilité de l'établissement d'une constitution nouvelle aux Indes dans les circonstances actuelles tant que la guerre durera.** »

Les Japonais occupent Putso aux frontières du Thibet

Turin, 6 août. — On mande de Tokio :

On annonce que des troupes japonaises ont occupé la ville de Putso, aux frontières du Thibet, dessinant, ainsi une menace contre les bases britanniques de l'Inde septentrioanle.

Le quartier impérial japonais annonce d'autre part que l'aviation navale a attaqué Port-Hotland, sur la côte occidentale de l'Australie, bombardant efficacement les bases aériennes et les installations militaires.

Dans le Pacifique du sud-est, un convoi japonais a été aperçu se dirigeant vers Gona. Il comprend 2 croiseurs et 5 transports. L'activité maritime des Japonais s'est intensifiée dans les parages de la Nouvelle-Guinée et on croit que d'autres forces japonaises ont débarqué dans cette région.

UNE ENQUETE DU FIGARO (1)

Sur 9.000 comités sociaux d'entreprise prévus par la Charte du Travail 4.500 sont créés ou en voie de constitution

par Michel-P. HAMELET

A vrai dire, la Charte du Travail est déjà sortie de la théorie.

Les principes de la collaboration sociale contenus dans la loi du 4 octobre 1941 s'appliquent déjà dans de nombreuses entreprises.

Dans de nombreuses entreprises fonctionnent, en effet, les Comités sociaux provisoires créés selon l'esprit de la Charte.

Il ne faut pas confondre ces Comités sociaux d'entreprise avec les Comités sociaux locaux dont M. Hubert Lagardelle étudie actuellement le texte du décret d'application.

Le Comité social d'entreprise est une construction annexe de la Charte. Selon l'article 24 de la Charte du Travail, « il réalise au premier degré la collaboration sociale et professionnelle entre la direction et le personnel ».

Le Comité social d'entreprise n'a aucune part dans la conduite et la gestion de l'entreprise, pas plus que sa compétence ne déborde le cadre étroit de l'entreprise où il s'est constitué.

Organisme de collaboration dans l'entreprise, d'information et d'échange mutuel, de solidarité et d'entraide, s'il n'a aucune place dans la construction corporative de la Charte du Travail, le Comité social d'entreprise est cependant un peu la cellule initiale de l'ordre corporatif nouveau.

Et puis il a, pour l'instant, le mérite d'exister.

L'OFFICE CENTRAL DES COMITES SOCIAUX

Il existe si bien qu'on a dû créer un Office Central, à Paris, chargé de coordonner l'action des Comités sociaux d'entreprise.

Un calcul a donné les résultats suivants : quand la Charte fonctionnera à plein, il existera environ 9.000 Comités sociaux d'entreprise.

— Et combien sont-ils actuellement ?

Cette question, nous l'avons posée à M. Romieu, directeur de l'Office des Comités sociaux d'entreprise, installé 9, rue Auber, à Paris.

— On peut considérer, nous a répondu M. Romieu, que 4.500 Comités sociaux d'entreprise sont actuellement constitués ou en voie de constitution. Nous sommes donc environ à moitié chemin.

Les services de l'Office des Comités sociaux d'entreprise sont installés dans ce quartier de l'Opéra, au troisième étage d'un immeuble modeste. Les maçons et les charpentiers ont à peine achevé leurs travaux dans la grande salle où attendent les visiteurs.

Créé depuis peu, l'Office des Comités sociaux est déjà devenu cependant un centre d'attraction puissant pour les chefs d'entreprises, et pour les syndicalistes qui se préoccupent de la construction de la Charte du Travail. Patrons et ouvriers viennent puiser là une documentation sérieuse et des conseils pour la constitution des Comités d'entreprise.

PREPARER LE CLIMAT

Qu'est-ce que l'Office des Comités sociaux ?

— C'est, me répond M. Romieu, un organisme privé agréé par le secrétaire d'Etat au Travail, dirigé par un conseil tripartite à l'image des institutions de la Charte. Son rôle ? Il poursuit trois objets différents et complémentaires :

« 1° Faire connaître la Charte du Travail et diffuser des informations générales la concernant ;

« 2° Promouvoir la création des Comités sociaux d'entreprise, faciliter cette création, apporter aux Comités existants la documentation, l'aide pratique et tous les concours utiles pour leur permettre de remplir utilement leur objet;

« 3° Coordonner l'action des Comités sociaux dans le cadre local, départemental et régional. »

L'Office des Comités sociaux prépare donc le climat d'application de la Charte. Lorsque seront constitués les Comités sociaux locaux et régionaux, ces derniers devront légaliser les milliers de comités sociaux d'entreprise existants. Il est donc nécessaire de ne point laisser aux seules bonnes volontés la constitution de ces comimités d'entreprise. Dès maintenant, il faut les accorder avec la loi, de manière à n'avoir qu'à les confirmer dans leur rôle et leur constitution plus tard.

LES COMITES A L'ACTION

L'Office des Comités sociaux a donc été amené à définir le caractère de ces organismes.

Leur composition d'abord :

— Le Comité social d'entreprise, me dit M. Romieu, doit être composé d'un ou de plusieurs représentants de toutes les fonctions différenciées que comporte l'entreprise : patrons, ingénieurs, cadres administratifs et commerciaux, agents de maîtrise, employés et ouvriers.

— Comment se fait la désignation de ses membres ?

— Le principe est que les membres soient désignés dans chaque fonction par leurs pairs. Les modalités de désignation peuvent varier d'entreprise à entreprise, mais le principe subsiste.

Les attributions du Comité social d'entreprise sont triples :

1° *Entraide et activité sociales* (prisonniers, chômeurs, service médical, ravitaillement, etc...) ;

2° *Contrôle de l'application des lois professionnelles ;*

3° *Questions diverses*, comme la formation et le perfectionnement professionnels, l'hygiène et la sécurité du travail, etc...

VOICI DES CHIFFRES

Depuis plusieurs mois, ces Comités sociaux d'entreprise sont en action. Chaque semaine il s'en crée de nouveaux.

A la fin du mois de juin 1942, la statistique des Comités sociaux existant dans les entreprises était la suivante :

Zone occupée : 1.380 Comités ;
Zone non occupée : 482 Comités.

Soit 1.862 Comités pour toute la France. Mais, nous l'avons vu, près de 3.000 autres Comités sont en voie de création, ce qui portera bientôt à 4.500 le nombre des Comités existants.

C'est à Paris, évidemment, qu'on trouve le plus grand nombre de Comités : 357 sur 1.380 pour la zone occupée. Ensuite viennent : Lille avec 184, Nancy avec 152, Laon avec 150, Rouen avec 124 Comités sociaux d'entreprise.

En zone non occupée, c'est, actuellement, Lyon qui a la première place avec 199 Comités constitués sur les 482 de la zone libre. Puis viennent Marseille avec 105, Limoges avec 58, Toulouse 48, etc.

Ces chiffres le démontrent : la Charte du Travail est sortie du domaine de l'idéologie. Dans de nombreuses entreprises, les principes nouveaux posés par le Maréchal s'appliquent. Tout n'est pas encore au point. Comment cela pourrait-il être ?

Mais chaque jour qui passe apporte une initiative nouvelle, accroche un maillon de plus à la chaîne de collaboration qui unira, demain, tous les producteurs français.

Michel-P. HAMELET.

(1) Voir Figaro des 3, 4 et 6 août.

En Egypte

Ahmed Hussein s'est évadé et l'on craint qu'il ne fomente des troubles

Stamboul, 6 août. — On mande du Caire :

On recherche depuis quelques jours le chef des « chemises vertes » Ahmed Hussein qui s'est évadé du camp de concentration où il était écroué. Cet événement cause certaines inquiétudes dans les milieux officiels car Ahmed Hussein est considéré comme capable de fomenter des troubles dans le pays.

La dissolution des formations paramilitaires et l'interdiction de porter des tenues distinctives de partis n'ont pas réussi à disloquer le mouvement des jeunesses patriotiques qui peut compter sur cinq ou six milliers de partisans ardents et sur un grand nombre de sympathisants.

On se demande si à la faveur d'événements à venir le chef des « chemises vertes » ne sera pas tenté d'organiser des soulèvements et peut-être même une véritable révolution.

Nahas Pacha aurait promis de faire remettre une prime à quiconque livrerait Ahmed Hussein.

A ANKARA

Un discours de M. Saradjoglou devant l'Assemblée Nationale

Ankara, 6 août. — **M. Saradjoglou a exposé hier le programme de son gouvernement devant la grande assemblée nationale. Il a déclaré notamment :**

« Nous déployons tous nos efforts pour tenir notre pays en dehors de la guerre, mais si notre territoire venait un jour à subir une attaque, toute notre existence serait mise au service de cet idéal : combattre jusqu'au dernier homme. C'est pourquoi nous maintenons notre armée puissante et prête.

« La neutralité turque est une forme accomplie d'un système politique général. Notre traité d'alliance avec l'Angleterre continuera à produire ses effets dans l'intérêt des deux parties, de même que le pacte turco-allemand a scellé à nouveau l'amitié et la compréhension réciproque des deux pays. » (O.F.I.).

[Depuis que M. Saradjoglou a formé le ministère turc, le 10 juillet dernier, à la suite de la mort de Refik Saydam, c'est la première fois que l'Assemblée nationale se réunit. On ne sera pas surpris de la teneur des déclarations du nouveau président du Conseil, qui détenait déjà le portefeuille des Affaires étrangères dans le précédent cabinet.

Le programme du gouvernement d'Ankara demeure le même : maintien strict de la neutralité dans le conflit. Cette neutralité est fondée sur les pactes et traités conclus successivement, avec la Grande-Bretagne le 19 octobre 1939, avec l'U. R. S. S. le 25 mars 1941, enfin avec l'Allemagne le 18 juin de la même année ; ce dernier instrument diplomatique a été signé avec les dirigeants du Reich, seulement quatre jours avant le déclenchement, de la guerre germano-soviétique.

On sait avec quel scrupule les Turcs ont respecté tous ces accords. Les hostilités ont pu s'étendre aux Balkans, aux îles de la mer Egée et à la Méditerranée orientale ; l'Irak la Syrie et l'Iran ont pu être occupés par les armées anglaises et soviétiques, Ankara n'a pas bougé. Et il en est toujours de même maintenant, malgré les événements militaires qui se déroulent en Egypte et au nord du Caucase. Alexandrie, le delta du Nil et Suez sont sous la menace des troupes du maréchal Rommel et les forces du maréchal von Bock se sont lancées à la conquête de toute la région qui s'étend de la mer Noire à la mer Caspienne, le gouvernement turc n'interviendra pas tant que son territoire ne sera pas attaqué, tant qu'aucun belligérant ne portera atteinte aux droits qu'il tient des accords de Montreux pour la garde des Détroits.

Il est probable que M. Saradjoglou, en affirmant nettement cette position, aura avisé ses collègues de l'Assemblée nationale des précautions qui ont été prises aux frontières du pays. Du côté du Caucase la défense a été renforcée. Il en a été de même du côté de l'Iran qui n'a pas été exempt d'agitation depuis que des armées rouges occupent une partie du pays et notamment le district de Tebriz. Ces précautions s'étendent, paraît-il, aux frontières du sud-est, Syrie et Irak, où les limites de l'Etat turc sont proches de cette région pétrolifère de Mossoul, située au centre du fameux carrefour où se rencontrent, entre l'Europe et l'Asie, les civilisations orientale et occidentale, carrefour vers lequel semblent converger les efforts des puissances du pacte tripartite. — M. B.]

EN AFRIQUE ET EN MEDITERRANEE

ACTIVITE AERIENNE

COMMUNIQUE ITALIEN

Rome, 6 août. — Communiqué du haut-commandement des forces armées :

En Egypte, aucun événement important ne s'est produit sur le front terrestre.

Un avion ennemi a été abattu par la D.C.A. d'une de nos grandes unités. Quatre avions ont été abattus par les chasseurs allemands. Des formations de l'aviation ont attaqué les arrières ennemis et des appareils allemands ont bombardé avec intensité les objectifs de la région d'Alexandrie.

L'activité des bombardiers de l'Axe s'est maintenue contre Malte.

COMMUNIQUE BRITANNIQUE

Le Caire, 6 août. — Communiqué du G.Q.G. britannique en Moyen-Orient :

Au cours de la nuit du 3 au 4 août, nos patrouilles ont été actives dans tous les secteurs. Le 4, il y a eu des duels d'artillerie dans les secteurs nord et centre.

L'activité aérienne a augmenté au-dessus de la zone des opérations. Nos bombardiers légers et nos chasseurs-bombardiers ont attaqué des concentrations de véhicules ennemis dans le secteur central tandis que nos chasseurs continuaient leurs patrouilles offensives.

L'activité aérienne au-dessus de Malte a été réduite.

La main-d'œuvre française en Allemagne

PARTICIPATION DE L'INDUSTRIE TEXTILE A LA RELEVE

Paris, 6 août. — On sait qu'essentiellement importatrice, l'industrie textile française souffre depuis 1940 d'une pénurie à peu près totale de matières premières, qui l'oblige progressivement à l'inaction. Les métiers ont cessé de fonctionner. Des usines entières ont fermé leurs portes. D'autres sont à la veille de licencier leur personnel. C'est pourquoi les possibilités offertes par la relève des prisonniers de guerre, œuvre de solidarité française à laquelle le gouvernement de M. Pierre Laval consacre toute son énergie, apparaissent ici comme un remède efficace.

M. Roger Paul, secrétaire général de la Fédération Textile, a déclaré à ce sujet à un collaborateur de l'O.F.I. :

« Dès le lendemain de la diffusion du message que le président Laval a lancé, le 22 juin, aux travailleurs français, nous avons envisagé les mesures qu'il convenait de prendre pour que son appel fût entendu. Et lorsque le chef du gouvernement, s'adressant aux directeurs et aux responsables des Comités d'organisation, leur a signalé la nécessité d'examiner de quelle façon pouvaient être organisés les départs collectifs, j'ai, pour ma part, en ma qualité de membre du Comité tripartite de l'industrie textile, demandé la convocation du Conseil général, afin que la question puisse être étudiée.

Le Conseil s'est réuni le 25 juillet et je ne crois pas outrepasser les limites de la discrétion à laquelle je suis tenu en indiquant que les représentants des patrons, des techniciens et des ouvriers, ont été d'accord pour estimer que lors des départs collectifs l'ensemble des éléments concourant à la production doit être représenté. »

(SUITE PAGE 2, COL. 1 ET 2)

DEMAIN

Le Figaro Littéraire

A ANKARA

LES RAPPORTS DE LA LEGION AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

(TELEPHONE « FIGARO »)

Vichy, 6 août. — *M. Raymond Lachal, directeur général de la Légion, a reçu mardi après-midi les membres de la presse pour préciser à leur intention quels peuvent être les rapports entre les pouvoirs publics et la Légion.*

Sur ce sujet, qui a fait l'objet à plusieurs reprises de commentaires et donné lieu à des interprétations qui n'étaient pas toujours concordantes, le Directeur Général avait prononcé, il y a peu de jours, devant les légionnaires de l'Allier, une allocution d'une netteté parfaite.

La note qu'il a communiquée et que nous publions ci-après reproduit pour l'essentiel cette allocution. C'est une mise au point qui fixe l'état des rapports entre la Légion et le Gouvernement. M. Lachal, en la remettant à la presse, souligna l'excellence des relations entretenues par les dirigeants de la Légion avec le Chef du pouvoir central et qui est attestée par ses fréquentes entrevues personnelles avec le Maréchal Pétain et avec le Président Laval.

« Le Maréchal, chef de l'Etat et chef suprême de la Légion, et le Chef du Gouvernement ont signé récemment, a dit M. Lachal, une instruction concernant les liaisons entre les pouvoirs publics et la Légion française des combattants. Cette instruction rappelle d'abord la mission de la Légion, à savoir: grouper tous les combattants, ceux de 14-18, ceux de 1939-40, ceux aussi des théâtres d'opérations extérieurs ; organiser l'entraide morale et sociale entre tous les combattants et leurs familles ; assurer la collaboration loyale et confiante des combattants à l'œuvre des pouvoirs publics dans le cadre des communes, des départements, des provinces et de la nation.

« Ainsi définie, cette mission impose à tous les chefs légionnaires de lourds devoirs. En premier lieu, ils doivent se considérer, pour tout ce qui concerne l'application des principes de la Révolution Nationale, comme la lumière et l'aide des représentants du pouvoir central, et ils peuvent être qualifiés, à la requête de ces représentants, pour constituer des cadres d'instruction, d'animation et, le cas échéant, de contrôle.

« Mais les mandataires de la Légion n'oublieront en aucun cas que les représentants du pouvoir central sont les seuls responsables de l'autorité constitutionnelle de ce pouvoir. Il n'y a en France qu'un pouvoir, qu'une autorité, qu'une administration publique. La Légion ne saurait donc prendre figure et fonction d'un pouvoir auxiliaire, d'une autorité en marge et concurrente de l'autre, d'une administration parallèle chargée de doubler l'administration régulière et de la surveiller. Il reste que la Légion doit être entendue à tous les degrés, par tous les pouvoirs publics, afin que d'en bas monte l'information vers la haute et, si besoin est, la juste réclamation et la légitime doléance, afin que les uns ne soient pas isolés dans leur pouvoir et les autres condamnés à obérir sans plus.

« En définitive, les prescriptions nouvelles visent moins à assurer des privilèges à la Légion qu'à établir un rapport entre les devoirs que son rôle social lui impose et les moyens que le Chef de l'Etat lui accorde pour y faire face.

« A la date du 21 juillet, M. Laval, Chef du Gouvernement, a communiqué ces instructions aux gouverneurs généraux et préfets en leur demandant d'assurer, avec les représentants de la Légion, une liaison confiante et efficace. « J'attache le plus grand prix, a-t-il ajouté, au concours que la Légion peut et doit apporter au Gouvernement et aux pouvoirs publics. ». — (O.F.I.)

AUTOUR DE LA QUESTION D'UN SECOND FRONT

OPINIONS ANGLO-SAXONNES

Londres, 6 août. — La presse anglo-saxonne continue à discuter sur l'éventualité de la création d'un second front. C'est ainsi que l'« Economist » de Londres estime qu'un débarquement est impossible sans la présence en Angleterre d'importantes forces américaines.

De son côté, le « New-York Daily News » considère que c'est à l'Angleterre qu'il appartient de prendre une initiative en pareille matière.

D'autre part, les mêmes journaux s'inquiètent de la façon dont va se comporter le gouvernement de Moscou à la suite des revers successifs de ses troupes. Certains soulignent que l'U.R.S.S. ne peut se permettre de perdre une portion de territoire très étroit ,sans porter un préjudice décisif à l'issue de la guerre. Ils notent à ce sujet que le réseau ferroviaire, qui atteint son développement maximum en Ukraine et dans le bassin du Donetz, perd beaucoup de sa densité à l'est et que les difficultés de transport par voie ferrée auxquelles se heurtent désormais les Soviets sont soulignées par l'insistance de la presse russe à montrer la nécessité de l'utilisation des voies navigables.

D'autres journaux, surtout aux Etats-Unis ne cessent d'évoquer « le spectre de Brest-Litovk » et, bien que le voyage de M. Churchill à Moscou n'ait pas été confirmé, ils croient qu'une pression, de plus en plus forte, sera exercée sur Londres et sur Washington en vue de la création d'un second front.

C'est surtout auprès des Etats-Unis que le gouvernement soviétique semble intervenir à ce propos, en même temps que pour obtenir une solution à la question du commandement unique, sur laquelle anglais et américains n'ont pas encore réussi à se mettre d'accord. (O.F.I.).

QUARANTE JOURS

New-York, 6 août. — Le correspondant à Moscou du « New-York Post », dans un article publié par ce journal, adresse un avertissement aux Anglo-Saxons, déclarant que les nations unies disposent de quarante jours pour gagner la guerre ; il ajoute : « Il est temps de faire face à la situation. Le sablier des démocraties n'a jamais été si bas depuis la déclaration d'indépendance, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se trouvant en danger immédiat de perdre cette guerre, et cela dans les quarante jours à venir. »

Le journaliste passe ensuite en revue, en termes pessimistes, les conséquences de la poussée allemande vers le Caucase qui, selon lui, coupe non seulement la Russie de son ravitaillement en pétrole, mais donne à Hitler suffisamment de matières premières pour gagner la guerre.

« En outre, ajoute-t-il, une telle avance peut influencer l'attitude de la Turquie, mettre l'Iran et l'Irak en danger et isoler l'Inde. Si on laisse les Allemands s'emparer du Caucase, ils auront les plus sérieuses raisons de penser que les Anglo-Saxons sont pratiquement chassés du champ de bataille sur lequel ils pourraient lutter au printemps prochain.

(SUITE PAGE 2, COL. 4 ET 5)